

L'inFO militante

Bimensuel de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière

9 mai : 250.000 manifestants en France le gouvernement doit entendre d'urgence l'opposition exprimée contre le projet de loi Fonction publique

Jeudi 9 Mai 2019 Valérie Forgeront



« Retrait de la réforme », « Sauvons l'hôpital public », « Hausse générale des salaires », « Maintien du Statut », « Non au régime universel de retraites par points, maintien du code des pensions »... Autant de revendications et bien d'autres entendues ce 9 mai à l'occasion de la journée nationale de grève et de manifestations dans la Fonction publique. Une journée d'actions lancée à l'appel des neuf organisations représentatives dont FO-Fonction publique et avec le soutien de la Confédération FO et de son secrétaire général, Yves Veyrier, lequel a pris part au cortège parisien.

Plus de 5000 agents manifestaient à Lyon, 4000 à Grenoble ou Nantes, 3000 à Marseille... Plus d'une centaine de manifestations étaient organisées pour cette journée d'actions menée dans l'unité syndicale.

A Paris, quelque 30 000 fonctionnaires des trois versants (État, territorial et hospitalier) ont défilé de la place Denfert-Rochereau vers les Invalides. Dans les rangs de FO se côtoyaient des agents hospitaliers de l'AP-HP (hôpitaux de la région parisienne), des agents des Finances, ceux de la DGFIP (finances publiques), des personnels de l'Education nationale derrière la banderole de la fédération FNEC FP-FO, des personnels de l'AFPA, des agents territoriaux venus des départements de la région parisienne, des fonctionnaires des douanes, des agents de l'État des divers ministères relevant du périmètre de la fédération Fage-FO, des agents du secteur des Telecom... Derrière les banderoles de leurs syndicats nationaux ou des unions départementales, sous les ballons des fédérations telle la FEETS-FO (Equipement, Environnement, Transports, Services) ou encore de l'URIF-FO d'île de France, ces dizaines de milliers d'agents publics

ont dit « non » aux projets de contre-réformes que cherche à imposer le gouvernement.

Un projet de réforme « dangereux »

Ce 9 mai, le projet de « transformation de la Fonction publique » -rejeté le 15 mars par l'ensemble des syndicats lors du conseil commun de la Fonction publique- était au centre de toutes les inquiétudes. Actuellement devant le Parlement, le projet (que le gouvernement souhaiterait voir adopté cet été) prévoit d'élargir encore le recours aux contractuels et le salaire au mérite. Il prévoit aussi des mesures pour inciter les agents à la mobilité, si possible vers le privé. Il attaque entre autres aussi les instances représentatives en opérant des fusions (CHSCT/CT) et en vidant de leurs prérogatives les commissions administratives paritaires/CAP.

FO-Fonction publique qui combat depuis plus d'un an ce projet dont elle demande le retrait a saisi par ailleurs des parlementaires et a demandé audience aux différents présidents des groupes. « A travers la défense du Statut général, il s'agit de défendre les agents mais aussi les usagers. La défense de la Fonction publique, des services publics, c'est un enjeu pour l'ensemble des citoyens » soulignait Yves Veyrier dans le cortège parisien.

Cette journée d'actions « est un signal que le gouvernement devrait prendre en compte » insistait-il encore soulignant le caractère « dangereux » du projet de réforme. La « Fonction publique, c'est l'investissement de la Nation. On ne peut pas la

réduire à une dépense. Il est lamentable que le ministre de l'Action et des Comptes publics ne retienne que l'aspect comptes publics en ce qui concerne la Fonction publique ! »

Prochaine intersyndicale le 16 mai

Le secrétaire général de la Confédération FO tout comme Christian Grolier, le secrétaire général de FO-Fonction publique, faisaient part aussi de leur étonnement pour ne pas dire leur stupéfaction, constatant que les organisations syndicales n'ont même pas été reçues au ministère, comme il se doit, dans le cadre de préavis de grève.

Une grève qui par les premières remontées chiffrées en début d'après-midi dans quelques secteurs promettait d'être suivie. Selon ces données chiffrées transmis par des militants FO, on comptait par exemple 25% à 30% de grévistes dès le matin dans des services de la DGFIP ou encore des taux de grévistes importants à l'Education : 45% dans le 1er degré à Toulouse, 25% dans l'Oise, des centaines d'écoles fermées sur le territoire, la tenue de multiples Assemblées générales dont certaines ont voté la reconduction de la grève...

Les agents publics rejettent à l'évidence les contre-réformes avancées par l'exécutif, celle de transformation de la Fonction publique en particulier.

Le 16 mai se tiendra une intersyndicale de la Fonction publique, avec l'ensemble des organisations, soit les neuf qui participaient à la journée d'actions ce 9 mai.

